


---



# PROJET ACCOMPAGNEMENT

## Québec - Guatemala

---

### Bulletin d'information

---

BIMESTRIEL

Mars - Avril 2000, no. 23, Montréal, Qc

## Que justice soit faite,



Photo : Linda Hamelin

## pour le futur du Guatemala !

---

Editorial

p.2

Photo reportage

25 mars 2000

p. 4-5

¿Qué pasa en el PA?

p.8

Rapport d'exhumation

p. 3

Nouvelles du Guatemala

p.6-7

Potins des ex-accos

p.8



# UN PRINTEMPS MOUVEMENTE.



L'événement marquant dans la conjoncture actuelle au Guatemala reste sans contredit la demande du Prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchu auprès de la Cour Espagnole contre les responsables de la répression des décennies passées, mais surtout l'acceptation de cette demande (voir Nouvelles du Guatemala).

Des protestations massives contre la hausse des tarifs du transport urbain ont été réprimées dans la violence. Bilan: cinq morts dont le photographe d'un journal de la capitale.

Avril marque aussi un triste anniversaire, celui de l'assassinat de Mgr Gerardi. Une délégation canadienne se rendait au Guatemala à l'occasion de la commémoration de cet événement.

Au Québec, le PAQG a été tout aussi actif durant les mois de mars et avril, que les mois précédents. Quelques activités d'éducation à Montréal, dont une conférence au Cégep André-Grasset de Me Henry Monroy. Le comité de Québec, toujours aussi dynamique, tenait entre autre un kiosque à l'Université Laval. En plus des nouvelles habituelles du Guatemala, vous trouverez dans ce numéro, un rapport d'observation d'une exhumation fait par Christian Fournier, au Guatemala depuis février et qui fait un excellent travail. Cela vous permettra de vous faire une idée de ce que peut représenter le travail d'accompagnateur avec le PAQG. Vous trouverez en page centrale un photo-reportage des activités

du 25 mars dernier, soit l'Assemblée générale spéciale et la soirée bénéfique, question de donner le goût à ceux et celles qui n'ont pu être présents-es. En passant, chapeau! au comité organisateur et à tous ceux et celles qui ont participé, de près ou de loin à la réussite de ces activités qui servent entre autres à enforcer les liens entre les membres. Et pour bien se tenir au courant, vous trouverez en dernière page un pot-pourri de ce qui se passe de ce temps-ci au PA, agrémenté de quelques potins...

Bonne lecture, et bon printemps...

Suzu Potvin,  
Coordination PAQG

P.S.: Vous noterez tout au long du bulletin, quelques "MES-SAGES SUBLIMINAUX" qui devraient rappeler à votre mémoire quelque chose que vous avez sans doute oublié, ou remis à plus tard... Eh oui, votre membership! L'objectif de 100 membres a été repoussé au 30 juin, date de la fin d'année budgétaire du PAQG. Alors, votre collaboration personnelle ne manquera pas de venir renforcer le PA en terme de représentativité. MERCI!

## Opinion

Le 27 avril, dans une rue de la ville de Guatemala, un photographe de Prensa Libre est mort sous l'impact d'une balle alors qu'il faisait le suivi des manifs contre l'augmentation du prix du transport. Des gardiens de sécurité auraient tiré dans la multitude. D'autres sont également morts dans la mêlée.

L'appareil judiciaire guatémaltèque reste paralysé et/ou corrompu. Les plus fortunés s'offrent des services privés de sécurité. Auparavant, la Police Militaire Ambulante leur était prêtée. Cette même police, maintenant démantelée, forme sûrement le personnel des compagnies de sécurité, qui se sent libre de tirer sur qui bon lui semble. L'actuel président du pays en avait fait autant au Mexique, n'est-ce pas, pour des "raisons de légitime défense"?

Les masses, elles, ne bénéficient que de très peu de protection, privée ou publique, face au banditisme rampant: alors quand elles mettent la main sur un présumé délinquant, elles

l'exécutent parfois sur la place publique, aveuglées par la colère. Un touriste japonais vient d'être la victime de cette barbarie. En effet, il ne faudrait surtout pas s'imaginer que des fonctionnaires ou des militaires guatémaltèques jouent eux-mêmes un rôle dans le trafic d'enfants!

Pauvre Guatemala, où tant de sinistres phénomènes se donnent la main: a) prolifération de la police privée au service de ceux qui peuvent se la payer, en l'absence d'une force publique fonctionnelle; b) lynchages dans les villages, en l'absence d'un système de justice efficace; c) impunité des crimes de guerre; d) niveau de vie si bas qu'une hausse du prix des transports frappe durement beaucoup de citoyens...

Tout se soldera, encore une fois, par une campagne nationale pour un comportement courtois envers les touristes. Et ça s'arrêtera là, malheureusement.

Mary Ellen Davis, 2 mai 2000

## DE LA VISITE

Le 12 avril dernier, nous recevions Mme Claudia Agreda, du Bureau des Droits Humains de l'Archevêché de Guatemala (ODHAG). Madame Agreda était de passage à Montréal dans le cadre d'une tournée organisée par le Réseau Canadien de Solidarité avec le Guatemala. Elle nous a entretenu de la situation actuelle au Guatemala de même que des positions de l'ODHAG à l'intérieur de cette conjoncture. Environ 25 personnes ont assisté à la présentation malgré le fait que le lieu de l'activité ait été changé à la dernière minute. Merci au groupe Salut le Monde! pour nous avoir alloué gracieusement un espace pour la conférence.



Photo: S. Potvin

Mme Claudia Agreda au centre avec deux membres du Comité de Justice Sociale, représentants le Réseau Canadien.



# Rapport d'exhumation

Par Christian Fournier.



Lieu: Finca Trece Aguas, municipio de Senahu, Alta Verapaz.

Durée de l'accompagnement: du 4 au 8 avril 2000.

Organisations présentes: ODHA (Areas de Exhumaciones, Resolución de Conflictos y Legal), FAMDEGUA, PAQG, MINUGUA

## Historique du cas de la Finca Trece Aguas:

La Finca Trece Aguas est située près de Senahu. L'exhumation a eu lieu sur la finca Rubeltzul, située à 50 minutes de route de l'entrée de la finca Trece Aguas. Au moment des événements de 1981, ces deux fincas n'en constituaient qu'une seule. Aujourd'hui, il semble que ces deux fincas soient toujours la propriété d'une même personne. Au début des années 1980, les travailleurs de la finca ont tentés de s'organiser pour demander un meilleur traitement salarial, eux qui gagnaient un quetzal par jour de travail (0,20\$ can.). Un témoin présent lors de l'exhumation spécifie que ce désaccord ou affrontement avec le propriétaire fut la raison des disparitions sur la finca, car il n'y avait pas d'activités de la guérilla sur cette finca. Au mois d'août 1981, des militaires vinrent sur la finca pour arrêter des leaders locaux et les jeter en prison. Ceux-ci n'y restèrent pas longtemps, au grand déplaisir du propriétaire semble-t-il. C'est suite à ces événements que disparurent des familles entières, tuées par des militaires, qui vinrent de jour comme de nuit, qui brûlèrent leurs maisons. Quelques témoins présents à l'exhumation avaient eux-mêmes enterré des victimes et purent donc identifier avec certitude les femmes retrouvées dans les lieux qu'ils indiquèrent. Pour la majeure partie, les témoins vinrent du Peten. Ils pensaient pouvoir indiquer l'emplacement de trois sites, mais ne purent qu'indiquer deux d'entre eux. Au premier site, on ne découvrit qu'une tasse et un morceau de vêtement. On croit que quelqu'un aurait changé l'emplacement des ossements de la dame de 85 ans que l'on croyait pouvoir retrouver à cet endroit. Sur le deuxième site, plusieurs tranchées furent creusées et deux d'entre elles s'avèrent être des fosses. Chacune contenait les ossements d'une femme.

L'Association de Familles de disparus-détenus du Guatemala (FAMDEGUA) a été présente pour toute la durée de l'exhumation. Un membre de la Area Legal du bureau des droits de la personne de l'Archevêché de Guatemala (ODHAG) fut présent le premier

jour, tout comme un membre de la Area de Resolución de Conflictos. Quatre anthropologues assurèrent le travail d'exhumation. On doit signaler également la présence de quatre personnes de MINUGUA, le premier jour de l'exhumation. L'administrateur de la finca ou un travailleur de celle-ci assurèrent toujours une présence (surveillance...) également sur les sites d'exhumation.

## Déroulement de l'exhumation

Petits problèmes avec le propriétaire à notre arrivée, qui nous attend de l'autre côté de la chaîne qui délimite l'entrée de la finca, avec son avocat et l'administrateur de la finca. Ils exigent alors que tous s'identifient en incluant leur numéro de cédula ou de passeport. Ils affirment n'avoir jamais entendu parler de ce qui s'est passé en 1981. Même s'ils reconnaissent qu'il y eut des troubles sur la finca, selon eux, attribuables au conflit armé. Ils émettent des réserves face à l'exhumation, affirment que cela risque de briser la paix qu'ils ont réussi à rétablir sur la finca... Ils prennent également soin de nous dire qu'il y a deux écoles sur la finca, construites par eux, et qu'ils vont même jusqu'à assurer le salaire des maîtres. Ils demandent formellement aux anthropologues et à toute autre personne, de s'abstenir de prendre des photos de la finca. Ils disent reconnaître l'importance scientifique des photographies et de l'usage de la caméra dans une fosse, mais sont très réticents et en fait, interdisent un usage autre que scientifique, des caméras ou autres appareils. Ce qui me parut quelque peu intimidant pour les dénonciateurs et témoins présents, fut l'exercice de vérification auquel s'est livré l'avocat de la finca: après avoir reçu copie des noms et numéros de cédula de ceux-ci, il s'est mis à transmettre cette information à voix haute, à l'aide d'une radio. Puis, il affirma que plusieurs des Guatémaltèques présents, comme témoins ou famille des disparus, n'avaient jamais vécu ou travaillé sur cette finca... Réponse d'un représentant de la ODHA, "ceux-ci n'était peut-être que des enfants au moment des événements".

Ces messieurs ne s'oposèrent pas au passage des anthropologues, malgré le fait qu'ils aient pu le faire, étant donné que les papiers officiels portaient le nom de la finca Trece Aguas et que les travaux d'exhumation devaient avoir lieu sur la finca Rubeltzul. Ils nous conduisirent finalement à l'entrée de la finca Rubeltzul. L'avocat a paru égaré par ma présence et m'a interpellé à deux reprises pour en savoir plus sur les raisons de celle-ci. J'avais malheureusement oublié la lettre d'appui de l'ambassade canadienne...

Cela eut été une occasion intéressante de l'utiliser...

Il fallait 50 minutes de marche pour se rendre au site le plus près de l'office de la finca (identifié comme site # 2) et 1h15 pour se rendre au site # 1.

Le premier jour on découvrit sur le site # 1, une tasse et un morceau de vêtements. On procéda également à l'identification du site # 2. Le lendemain, les anthropologues se divisèrent en deux équipes. On ne trouva finalement rien d'autre dans le site # 1. Après avoir creusé 4 tranchées au site # 2, on découvre finalement les ossements d'une femme. Le levantamiento (ramasser les os en les mettant dans des sacs séparés) se fera ce même jour en fin d'après-midi.

Vendredi, troisième jour d'exhumation, les anthropologues retournent au site # 1 pour de plus amples recherches. Ils reviendront en milieu de journée, sans plus de succès. Sur le site # 2, un peu plus en haut dans la pente où se creusait les tranchées, on découvrit le squelette d'une autre femme. Les travaux d'exhumation se terminèrent avec le levantamiento de ce deuxième squelette. Le soir même, tous quittèrent la finca pour se rendre à Senahu, d'où ils purent partir le lendemain.

## Observations

On doit rester calme. L'avocat était plutôt impoli. Sa manière de m'interpeller ne m'a pas plu. J'ai toujours répondu de manière franche, directe et polie, même si j'avais envie d'être un peu arrogant, je me suis bien rendu compte que cela ne pouvait servir le but de notre visite.

La tente du P.A. a servi à héberger les témoins qui étaient venus aider et indiquer l'emplacement des fosses. Ils étaient douze. La tente de la ODHA fut également utilisée à cet effet.

Le 4 avril au matin, je me rendais vers Coban avec le représentant de la Area de Resolución de Conflictos de la ODHA, quand nous avons eu un accident. Les voitures étaient assez amochées, mais nous nous en sommes tirés avec des maux de dos... Toute la journée, nous avons attendu que se règlent les assurances et le transport du véhicule de la ODHA. Avec le représentant de la Area Legal, nous nous sommes rendu à Senahu, par la suite, pour y arriver vers les 21h.

La route est dangereuse au Guatemala. J'ai eu peur. Il semble que ça fasse partie des risques de notre présence ici.





# PAQG 25 mars 2000



Sous le thème de: L'OBSCURITE ET LA LUMIERE

Photos : S. Potvin  
et A. Binette



D'abord les choses sérieuses: l'A.G. spéciale

La musique en tapant du pied (style africain)  
Le groupe Chantier



L'obscurité et le diable violoneux  
(François Meloche, jongleur et  
Nathalie Gauthier, violoniste et  
ex-acco)



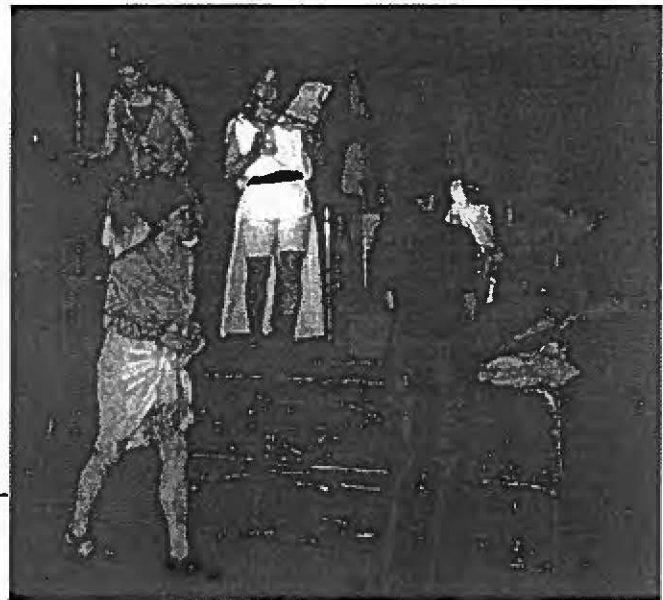
# Soirée bénéfice



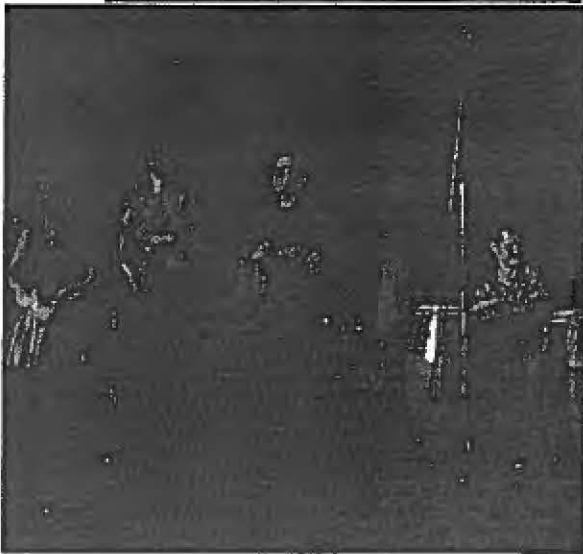
L'obscurité de 36 années de guerre,  
La lumière du processus d'éclaircissement historique.



La fée des étoiles et animatrice de la soirée  
(Sarah Baillargeon, future acco)



Une fête colorée



Le groupe Abukenke

Mateo Pablo et la Dame en Rouge  
(Amélie Binette, ex-acco)



*Merci à tous les artistes bénévoles, aux commanditaires pour les prix de présence et à tous les organisateurs et organisatrices...*

# NOUVELLES DU GUATEMALA

## Noticias de GUATEMALA

Source: Centro de Estudios de Guatemala, La Semana en Guatemala, entre le 3 mars et le 23 avril 2000

### LE GOUVERNEMENT ATTAQUE SUR PLUSIEURS FRONTS

Au cours de la dernière semaine de mars, il y a eu plusieurs événements très importants qui sont venus renforcer et élargir les fronts d'opposition que le gouvernement s'est créé de par ses propres actions ou de par les orcs politiques qui l'appuient. L'événement le plus marquant a été l'acceptation par l'Audience Nationale d'Espagne (Audiencia Nacional de Espana) de la demande réalisée par Rigoberta Menchu contre huit haut fonctionnaires des dictatures militaires, dont l'actuel président du Congrès, Efraín Ríos Montt. Ceci est venu soulever un débat au niveau national sur un sujet encore non résolu, à savoir: la vraie réconciliation des guatémaltèques, qui n'avance pas en raison principalement de la stagnation de l'accomplissement des accords de paix, acceptés tant par le gouvernement du PAN que par le FRG.

Jusqu'à ce jour les bourreaux continuent à justifier leurs attitudes, il n'y a même pas un signe d'humilité ou de regret. Par conséquent, il est normal que les victimes réagissent et cherchent des mécanismes de compensation pour la tragédie vécue. Le légitime droit des membres des familles des victimes de violations des droits humains à faire des demandes judiciaires est sans aucun doute justifié. Mais ce processus générera la polarisation de la société et une série d'actions contre Rigoberta et autres groupes du conflit armé interne.

Cependant, un acte juridique de cette amplitude doit aider à reprendre le chemin vers la réconciliation proposée à la société dans les Accords de paix. Ce processus amène à faire face dans les plus brefs délais à une des réalités les plus sensibles : 200,000 victimes, presque la totalité résultant de la politique établie par le gouvernement. C'est donc le gouvernement qui doit répondre de manière intégrale aux énormes problèmes non résolus comme la récupération de la dignité des victimes, l'indemnisa-

tion et la justice. Le scénario politique est complexe et le manque de clarté dans la voie empruntée par ce processus et l'incertitude de sa durée le rendent encore plus complexe. Les puissants intérêts militaires et politiques au niveau national et international interviendront pour nuire à l'application de la justice, mais le précédent est établi cela est un début.

D'autre part, le président Portillo continue à subir les conséquences de ses premières mesures de gouvernement contre un secteur économiquement puissant. Les producteurs de sucre ont réalisé une mobilisation importante de travailleurs et de véhicules afin de demander la dérogation de l'exonération de l'impôt pour l'importation du sucre. Ceci a été accompagné d'une campagne de publicité dans les médias.

La marche que les paysans de CONIC ont réalisée en demandant l'accomplissement des promesses électorales de Portillo, a été une démonstration de force qui oblige le gouvernement à négocier. Ces négociations se font sous la menace de continuer les manifestations si le gouvernement n'honore pas les accords établis.

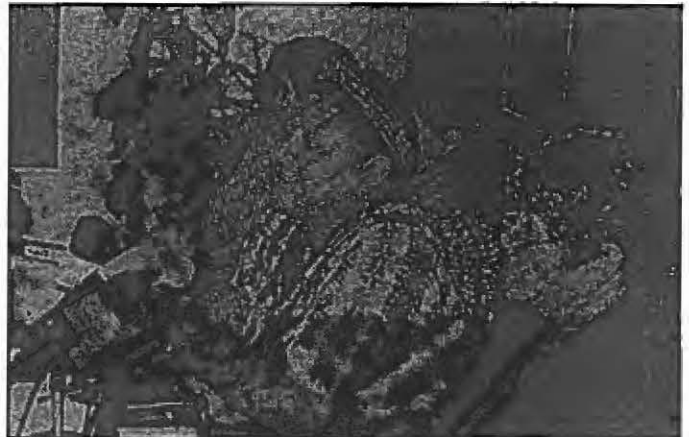
Le secteur du transport urbain a d'abord réalisé un arrêt d'activités il y a quinze jours et d'autres paralysies sont prévues, ce qui obligera probablement les autorités municipales à négocier le montant des subventions au transport public. De plus, durant la même semaine il a été confirmé que des emprunts de l'état pour plusieurs millions seront accordés à deux banques en difficultés financières, banques dont les actions appartiennent majoritairement à un des principaux promoteurs de la campagne électorale de Portillo. Ceci viendra alimenter les

polémiques dans le secteur financier.

Ces problèmes que confronte le gouvernement de Portillo augmentent la perte de crédibilité de ses membres, et ceci s'est rapidement développé au cours de ces deux mois au pouvoir. Si la situation ne change pas bientôt, le gouvernement aura sans doute du mal à maintenir la stabilité du pays.

### MENCHU: "LA DEMANDE NE CAUSERA PAS DE DIVISIONS PUISQU'ELLES EXISTENT DÉJÀ".

Le juge espagnol Ruiz Polanco a accepté la déconciliation présentée par le Prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchu contre 6 militaires et 2 civils guatémaltèques.



Prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchu

Le mardi 28 mars, Menchu commençait la collecte de preuves devant être présentées devant l'Audience Nationale Espagnole. Son avocat en Espagne, Carlos Vila a affirmé qu'il demanderait au gouvernement de France qu'il détienne José Efraín Ríos Montt, l'un des généraux inculpés, s'il se rendait dans ce pays. De plus, il a ajouté que si dans 10 jours les inculpés ne se présentaient pas pour une déclaration, il solliciterait à la justice de Madrid un ordre d'arrêt international. Dans une entrevue publiée le dimanche 2

Photo: FAMDESCUA





avril, Rigoberta Menchu a affirmé que sa demande ne causerait pas la division dans le pays puisqu'elle existe déjà; la dénonciation "n'est pas un fait de relations extérieures, ce n'est pas un thème de gouvernement, ce n'est pas une question d'affaires politiques, c'est une question de justice". La Prix Nobel présentera des survivants des massacres. "Nous présenterons aussi des témoins qui ont été obligés de commettre des crimes." a-t-elle ajouté.

### LES ARGUMENTS DE RIOS MONTT: "LA POLITIQUE DE TERRE RASEE FUT UNE INVENTION DE LA GUERRILLA".

Efrain Rios Montt a assuré, vendredi 31 mars que "jamais il ne s'est commis de génocide ou de massacres". Il a dit qu'il n'existait pas de jurisprudence pour le soumettre à la loi, parce qu'il ne "s'est commis aucun délit de type international".

Se référant au rapport de la Commission d'Eclaircissement Historique Rios Montt considère qu'il ne s'agit que d'une narration, et qu'il faut se garder de l'utiliser comme fondement. "En plus de grande dose d'émotion avec laquelle il est écrit, soit émotif-narratif, le concept de preuve est très limité." Il a nié l'existence d'une politique d'extermination quoique cela se soit produit durant la Conquête espagnole, a-t-il dit. Le général a affirmé par la suite que la demande contre lui divisera non seulement la société guatémaltèque, mais aussi ceux qui ont donné leur appui à la paix, "les pays étrangers".

Dans une autre entrevue, Rios Montt a répondu que s'il avait eu connaissance de la perpétration de massacres, il aurait ordonné de fusiller le responsable, "mais je n'ai rien su. Cela est la vérité". Selon le général, la politique de terre rasée a été une invention de la guérilla. "D'aucune manière nous n'aurions pu le faire, parce que nous avions la permanence et la consistance de la population; nous ne pouvions pas détruire ceux qui nous servaient. En fait, ce qui se passait, était que, pour sortir les gens des communautés, la guérilla avisait que l'armée arrivait, les gens s'en allaient et ils brûlaient les fermes. Pour moi cela était le type de terre rasée". A la question de savoir s'il se sentait responsable de quelque mort que ce soit, il a répondu: "Je ne suis ni un assassin, ni un guérillero, ni un fauteur de

troubles, j'ai été un chef d'état. ...j'ai récupéré l'Etat de droits quand la guérilla avait déjà pris le gouvernement; ce que l'on a fait a été de restaurer tout cela et nous l'avons fait avec la loi, mais à l'intérieur d'une guerre".

### FERNANDO CASTEJON: "LE GOUVERNEMENT N'INTERVIENDRA PAS DANS LES AFFAIRES JUDICIAIRES."

Le mercredi 29 mars, Fernando Castejon, porte-parole de la Présidence, a dit que le gouvernement n'interviendra pas dans le cas judiciaire interjeté en Espagne par Rigoberta Menchu. "La position de l'exécutif et la ligne du gouvernement a toujours été celle de fortifier les institutions et de respecter l'indépendance des pouvoirs, et ce cas n'est pas l'exception" a-t-il précisé.

### LE PAN PROPOSE UNE COMMISSION POUR ANALYSER LA SITUATION JURIDIQUE DE RIOS MONTT.

A l'intérieur de l'organisme législatif, il a été donné à connaître que le Parti d'Avancement National (PAN) étudie la possibilité de créer une commission multipartite pour analyser le cas du président du Congrès de la République, le général Efrain Rios Montt, à l'effet qu'il soit suspendu temporairement de sa charge jusqu'à ce que soit élucidée sa situation juridique en Espagne. Pour le chef de parti du PAN, Hector Cifuentes, la décision de la justice espagnole pourrait être à l'origine d'une sanction plus morale que juridique.

Entre temps, le général Rios Montt a suspendu le lundi 17 avril son voyage annoncé de Semaine Sainte en France, et il a informé qu'il se reposerait dans les Caraïbes guatémaltèques.

### CAS DOS ERRES: LA JUSTICE NIE A DES MILITAIRES LE RECOURS A LA LOI DE RECONCILIATION.

La Douzième Salle de la Cour d'Appel a résolu lundi le 17 avril le recours sollicité par cinq militaires liés au cas La Dos Erres. Les cinq militaires accusés d'assassinat, demandaient que la justice annule les ordres de capture émis à leur endroit.

Les inculpés qui invoquaient le Loi de Réconciliation Nationale pour être démis de leur culpabilité, se sont affrontés à une résolution qui en plus de laisser en vigueur

les ordres d'appréhension, affirme que le procès initié contre eux doit continuer son cours normal. Les militaires sont accusés d'avoir participé au massacre de Las Dos Erres, dans la municipalité de La Libertad, Peten, qui a eu lieu en 1982 et où ont été assassinées au moins 170 personnes, incluant des hommes, femmes et enfants.

### ODHA ET SEPAZ COMMENCERONT UN PROGRAMME D'EXHUMATIONS.

Un programme d'exhumations dans l'Alta Verapaz sera entrepris dans les prochains jours par le Bureau des Droits Humains de l'Archevêché (ODHA) et le Secrétariat de la Paix (SEPAZ), a confirmé le mardi 18 avril, le secrétaire technique de l'entité gouvernementale (SEPAZ), Alfonso Soria. Il a indiqué que le travail commencera d'abord dans les municipalités de Chisec, Chahal, Coban, Cahabon et Fray Bartolomé de las Casas, et que par la suite les travaux pourraient s'étendre à d'autres endroits du pays. Soria a souligné que ces travaux font partie du processus de dédommagement moral aux victimes de l'affrontement armé interne et obéit à l'accomplissement d'une lettre d'entente souscrite avec la ODHA en 1999. La collaboration de SEPAZ consistera en l'appui de transport des experts légistes de l'Archevêché. Il a ajouté qu'un programme d'indemnisation aux victimes de la violence armée serait aussi mis en place.

### DERNIERE HEURE:

Vendredi le 28 avril 2000:

Jeudi le 27 avril, lors de la quatrième journée de protestations pour l'augmentation des tarifs du transport urbain, durant plusieurs heures, des groupes de personnes infiltrées ont causé des dommages à des commerces et véhicules, sans que les forces de sécurité puissent les contrôler. Selon Prensa Libre, cinq personnes ont perdu la vie, dont le photographe de ce journal, Roberto Martinez Castaneda.

Samedi le 29 avril 2000:

Après quatre jours de protestations, violence et vandalisme, la capitale revenait à son calme vendredi, après que le service de transport ait repris normalement au tarif en vigueur avant dimanche dernier.

# ¿QUE PASA EN EL PA?

## LES DEVOIRS ET LA FETE:

Vous l'avez vu en page centrale, le 25 mars dernier a été l'occasion de se regrouper autour du PA. D'abord à l'Assemblée générale spéciale où les statuts ont été discutés (parfois chaudement...) et acceptés, et de nouveaux membres du Comité de coordination élus. Les MEMBRES EN REGLE (message subliminal...) recevront sous peu le procès-verbal et la version finale des statuts.

## DES SUBVENTIONS:

Nous avons finalement eu en mars dernier une réponse positive à une demande de subvention faite à l'ACDI, dans le cadre du programme Jeunes Stagiaires Internationaux. Vous trouverez en inséré dans ce bulletin un appel de candidatures pour quatre jeunes stagiaires. Suite à une ouverture de poste, Isabelle Gauthier a été choisie pour coordonner ce projet durant quelques semaines. Bienvenue Isabelle!

Dans le cadre des bonnes nouvelles, nous avons aussi eu le feu vert de la part de CECI (Centre d'Etudes et de Coopération Internationale) pour engager un-e coopérant-e au Guatemala pour une période de deux ans. La sélection suit son cours, et notre coordonnateur actuel au Guatemala, Marc Drouin pourra donc prendre un peu de vacances, bien méritées.

## LA DELEGATION:

Marie-Hélène Côté, ex-accompagnatrice, nous quittait joyeusement un matin d'avril pour se rendre au Guatemala et prendre part à la délégation canadienne organisée par le Réseau Canadien de solidarité avec le Guatemala. Merci à ceux et celles qui ont contribué financièrement pour aider Marie-Hélène à pouvoir représenter le Québec lors de cette délégation. En fait, elle représentera officiellement le Réseau québécois de solidarité avec le Guatemala.

## UNE REPRESENTANTE DE LA FONDATION RIGOBERTA MENCHU

Le 7 avril dernier nous rencontrons une représentante de la Fondation Rigoberta Menchu, Dora Miron, dans les locaux du Comité de Justice Sociale. Les représentants-es d'une vingtaine de groupes étaient présents-es. Mme Miron était de passage à Montréal dans le but de recueillir les témoignages de victimes de la répression au Guatemala, réfugiés au Canada. Elle nous a présenté différentes façons de pouvoir appuyer de l'extérieur l'action intentée par la Fondation.

## LES FUTURS-ES ACCOMPAGNATEURS-TRICES:

Du 4 au 8 mai se tiendra la session de formation du PAQG. Huit personnes sont inscrites, venant d'endroits aussi diversifiés que Sutton, Québec, Montréal et Rimouski!. Les formateurs-trices seront: Stéphanie Tardif et Charles Gaucher de Québec et le vétéran de la formation: Dylan La Frenière de Montréal. Au moins trois ou quatre des participants-es prévoient se rendre au Guatemala dès le mois de juin.

## ET AU GUATE?

Christian Fournier, MEMBRE EN REGLE... et accompagnateur au Guatemala depuis février, a subi un accident d'automobile mais fort heureusement sans conséquences graves. Il compte être de retour au début de juin. Notre coordonnateur au Guatemala a recueilli les données sur les circonstances entourant les menaces propagées envers un activiste lié à l'ODHA dans le domaine des exhumations. Ces faits ont amené l'activation du réseau d'actions urgentes. Si vous n'avez pas reçu le tout, nous avons des copies au bureau.

Photo: S. Tardif



Charles Gaucher, coordonnateur à Québec et Christian Fournier, accompagnateur.

## A LA TELE:

"Return to Mayalan" "Celebrates the courage, determination and accomplishments of a group of Guatemalan refugees who return to their homeland after years in exile in Mexico." Mardi le 31 mai, 21h. Canal VISION.

## POTINS DES EX



Danyka Morissette, accompagnatrice de 1995 et aussi coordonnatrice à l'éducation du PA National durant quelques mois, est venue nous visiter pour entre autre RENOUELER SON MEMBERSHIP (message subliminal...) et nous apprendre par la même occasion qu'elle sera maman très bientôt! Que te vaya bien Danyka!

Claude Rioux, accompagnateur lui aussi en '95 et ex-coordonnateur du PA s'envole très bientôt pour le Nicaragua avec sa petite famille, comme coopérant SUCO. Bonne chance Claude dans ce nouveau défi!

Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif de vous informer sur le Guatemala en général, et sur le Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Toute personne intéressée à y participer peut nous contacter au: (514) 495-3131

Ont participé à la réalisation de ce numéro:  
Textes: Christian Fournier, Suzy Potvin, Mary Ellen Davis, CEG  
Traduction: Rodolfo Hernandez, Suzy Potvin  
Mise en page: Bismark Villacrés

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala est un groupe de solidarité qui offre un appui aux populations autochtones ayant survécu à la répression des années 1980, en offrant une présence lors de l'exhumation de cimetières clandestins, et auprès de témoins lors des procès intentés contre les responsables des massacres.

Le travail du PAQG comprend 4 volets: accompagnement physique au Guatemala; sensibilisation et éducation au Québec; actions urgentes et pressions politiques.

Projet Accompagnement Québec-Guatemala,  
6648 St-Denis, Montréal, Qc, H2S 2R9  
Tél.: (514) 495-3131  
Fax: (514) 495-7965  
Courriel: paqando@web.net

À Québec:  
320 St-Joseph est, C.P. 51086  
Québec, Qc, G1K 8Z7  
Courriel: paqqquebec@yahoo.com

Au Guatemala:  
Proyecto Acompañamiento Québec-Guatemala  
7a Avenida 8-56  
Edificio El Centro, Oficina 14-19, Zona 1  
Guatemala Ciudad, C.A.  
Tél.: 502-251-7557  
Fax: 502-253-3131  
Courriel: paqq@infovia.com.gt